



dimanche **ouest**
france 

Les Français et la diminution des impôts pour les ménages à faibles revenus

Ifop pour Dimanche Ouest France



JF/EP N° 112251

Contacts Ifop :

Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

TEL : 01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude.....	6
La crédibilité de l'annonce de Manuel Valls de diminuer les impôts pour les ménages à faibles revenus.....	7

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez gratuitement les sondages et analyses de l'Ifop sur :

Nos applications mobiles



Android



iPhone / iPad

Notre site Internet



www.ifop.com

Les réseaux sociaux



@IfopOpinion



Ifop Opinion

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Dimanche Ouest France
Echantillon	Echantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 14 au 16 mai 2014.

Précision relative aux marges d'erreur

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
<i>Taille de l'échantillon</i>	<i>Si le pourcentage trouvé est...</i>					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
4 000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
5 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
8 000	0,5	0,7	0,9	1,0	1,1	1,1
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Quand à l'été 2012, le Gouvernement de Jean-Marc Ayrault affirma que les classes moyennes et populaires seraient épargnées par les hausses d'impôts et des prélèvements annoncées (seuls 10 % des Français devaient être concernés selon le Gouvernement), il ne convainquit par grand monde. En effet, selon une enquête Ifop pour le JDD réalisée juillet 2012, pas moins de 84 % des personnes interrogées ne croyaient pas à cette affirmation. Bien que martelé sur tous les tons pendant plusieurs mois encore, ce message se heurta à une défiance croissante puisque en octobre 2012, 88 % des Français estimaient que l'ensemble des ménages allait être touché par les hausses d'impôts, sentiment qui contribua puissamment à alimenter le « ras-le-bol fiscal ».

Alors que la sensibilité de l'opinion à la pression fiscale reste extrême, Manuel Valls a annoncé que des mesures seraient prises dès cet été pour permettre la baisse de l'impôt pour les ménages à faible revenu. L'enquête Ifop réalisée pour Dimanche Ouest-France, fait apparaître une crédibilité nettement plus importante de la parole gouvernementale sur la question fiscale qu'à l'été 2012. Ainsi, 40 % pensent que le Gouvernement tiendra cet engagement. Si le nouveau locataire de Matignon peut se rassurer en constatant que sa parole porte davantage que celle de son prédécesseur sur un sujet aussi central, il convient néanmoins de souligner d'une part qu'une large majorité (60 %) de nos concitoyens demeure sceptique et d'autre part que des clivages assez marqués au sein de la population se font jour.

Le clivage le plus problématique concerne le niveau de revenu des interviewés. On constate en effet que si la crédibilité de l'annonce est très légèrement majoritaire parmi les plus hauts revenus (51 % parmi les ménages gagnant plus de 4 000 euros), les foyers aux revenus plus modestes doutent davantage : 36% parmi les personnes vivant dans un foyer gagnant entre 1 200 et 2 000, et 38% pour ceux dont le foyer gagne entre 2 000 et 3 000 euros, soit précisément la tranche des personnes gagnant entre 1,2 et 1,3 fois le SMIC ciblée par le Premier ministre (correspondant à cette première tranche s'il y a un seul salaire dans le ménage, et à la seconde tranche s'il y a deux salaires). Ainsi cette annonce peine à convaincre les principaux concernés et pourrait alimenter le discours « anti-assistanat » dans les tranches de revenus moyennes et supérieures qui constateraient que le Gouvernement après les avoir fortement mis à contribution décide de faire un geste en direction d'une autre catégorie de la population.

Le second clivage plus traditionnel est structuré par l'appartenance partisane. L'annonce de Manuel Valls est jugée crédible par 81 % des sympathisants socialistes et 67 % de ceux d'Europe Ecologie / Les Verts mais les soutiens du Front de gauche sont partagés (51 %), le scepticisme atteignant son paroxysme dans l'électorat de l'UMP (24 %) et du FN (18 %).

- 3 -

Les résultats de l'étude

La crédibilité de l'annonce de Manuel Valls de diminuer les impôts pour les ménages à faibles revenus

Question : Le Premier ministre, Manuel Valls a annoncé que des mesures seraient prises dès cet été pour permettre la baisse de l'impôt pour les ménages à faible revenu. Concrètement, ces mesures devraient concerner les personnes gagnant entre 1,2 et 1,3 fois le SMIC. Manuel Valls a ainsi déclaré qu'il y avait environ 650 000 ménages modestes qui étaient récemment « rentrés dans l'impôt et qui doivent en sortir ».

Pensez-vous que le gouvernement tiendra cet engagement et que les ménages modestes verront leurs impôts baisser dans les prochains mois ?

	Ensemble des Français (%)	Proximité politique		
		Sympathisants du Parti Socialiste (%)	Sympathisants de l'UMP (%)	Sympathisants du Front National (%)
• Oui	40	<u>81</u>	24	18
• Non	60	19	<u>76</u>	<u>82</u>
TOTAL.....	100	100	100	100

La crédibilité de l'annonce de Manuel Valls de diminuer les impôts pour les ménages à faibles revenus

Question : Le Premier ministre, Manuel Valls a annoncé que des mesures seraient prises dès cet été pour permettre la baisse de l'impôt pour les ménages à faible revenu. Concrètement, ces mesures devraient concerner les personnes gagnant entre 1,2 et 1,3 fois le SMIC. Manuel Valls a ainsi déclaré qu'il y avait environ 650 000 ménages modestes qui étaient récemment « rentrés dans l'impôt et qui doivent en sortir ».

Pensez-vous que le gouvernement tiendra cet engagement et que les ménages modestes verront leurs impôts baisser dans les prochains mois ?

	Ensemble des Français (%)	Niveau mensuel de revenus dans le foyer				
		Moins de 1 200 euros (%)	De 1 200 à moins de 2 000 euros (%)	De 2 000 à moins de 3 000 euros (%)	De 3 000 à moins de 4 000 euros (%)	4 000 euros et plus (%)
• Oui	40	35	36	38	47	51
• Non	60	65	64	62	53	49
TOTAL.....	100	100	100	100	100	100

La crédibilité de l'annonce de Manuel Valls de diminuer les impôts pour les ménages à faibles revenus

	Oui (%)	Non (%)
ENSEMBLE	40	60
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	44	56
Femme	36	64
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	33	67
18 à 24 ans	27	73
25 à 34 ans	37	63
35 ans et plus	42	58
35 à 49 ans	37	63
50 à 64 ans	43	57
65 ans et plus	48	52
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
ACTIF	38	62
CSP+	45	55
Artisan ou commerçant (*)	27	73
Profession libérale, cadre supérieur	52	48
Profession intermédiaire	34	66
CSP-	37	63
Employé	37	63
Ouvrier	38	62
INACTIF	42	58
Retraité	47	53
Autre inactif	31	69
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)		
Salarié	39	61
Salarié du secteur privé	38	62
Salarié du secteur public	40	60
Indépendant sans salarié / Employeur	39	61
NIVEAU DE DIPLOME		
Pas de diplôme, CEP, BEPC, CAP, BEP	33	67
Bac	42	58
Bac + 2	39	61
Supérieur à Bac + 2	50	50
REGION		
Paris, région parisienne	47	53
Grand Ouest	46	54
Autres régions	37	63
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	35	65
Communes urbaines de province	39	61
Agglomération parisienne	49	51
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	69	31
Front de Gauche	51	49
Parti Socialiste	81	19
Europe Ecologie / Les Verts	67	33
Modem	52	48
Droite	24	76
UDI	46	54
UMP	24	76
Front National	18	82
Aucune formation politique	28	72
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)		
Jean-Luc Mélenchon	57	43
François Hollande	71	29
François Bayrou	50	50
Nicolas Sarkozy	26	74
Marine Le Pen	22	78
NIVEAU MENSUEL DE REVENUS DANS LE FOYER		
Moins de 1 200 euros	35	65
De 1 200 à moins de 2 000 euros	36	64
De 2 000 à moins de 3 000 euros	38	62
De 3 000 à moins de 4 000 euros	47	53
4 000 euros et plus	51	49

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs